



Paris, le 11 avril 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Santé : le regard des citoyens européens

A l'occasion de son événement #PlacedelaSanté – Europe, réunissant les candidats têtes de listes aux élections européennes, la Mutualité Française publie les résultats inédits d'une étude d'opinion réalisée avec Harris Interactive dans sept pays.

A quelques semaines des élections européennes de mai 2019, la Mutualité Française a sollicité Harris Interactive pour réaliser une enquête sur les attentes des Européens¹ en matière de santé : Quel regard les Européens portent-ils sur le système de santé de leurs pays respectifs ? Quels types d'interventions attendent-ils de la part de l'Union européenne sur les différents sujets liés au domaine de la santé ?

« L'actualité politique dans plusieurs pays européens témoigne d'une crise profonde du vivre ensemble européen, analyse Thierry Beaudet, président de la Mutualité Française. Pourtant, cette étude montre que les sujets de santé et les questions environnementales peuvent être des thèmes fédérateurs pour les citoyens européens. C'est aussi notre conviction, exprimée dans un Manifeste début février : l'Europe peut être porteuse d'espérance et de réponses concrètes face aux défis sociaux. Et c'est pourquoi nous invitons aujourd'hui les têtes de liste aux élections européennes à présenter leur vision de l'Europe sociale et leurs réponses à ces sujets de préoccupation majeurs. »

Chiffres Clés

+ de 70%. Les Français, les Allemands et les Suédois se sentent, dans leur grande majorité, bien protégés par leur système de santé national, respectivement, pour 85%, 83% et 73% d'entre eux.

– de 40%. Au contraire, les Polonais (35%) et les Grecs (27%) ne sont qu'une minorité à se sentir bien protégés.

68%. Suédois et Français se montrent majoritairement attachés à l'indépendance de leur système de santé et souhaitent que chaque pays continue à disposer de son système national, comme c'est le cas actuellement. C'est le cas également des Allemands (56%).

+ de 59%. A l'inverse, les Polonais (65%), les Portugais (61%) et les Grecs (59%) ont davantage confiance en l'Union européenne qu'en leur propre pays pour améliorer leur système de santé.

+ de 70%. Les citoyens européens émettent majoritairement, et dans l'ensemble des pays, le souhait que l'Union européenne s'implique davantage en matière environnementale.

¹ Dans la suite de ce communiqué, la mention « citoyens européens » fait référence, par convention, aux personnes habitant dans chacun des sept pays concernés par l'enquête.

Le regard des Européens sur leur système de santé se révèle très contrasté selon les pays. Français, Suédois et Allemands en ont une perception nettement plus positive que la moyenne, alors que les Polonais, et surtout les Grecs, se montrent bien plus défiants et attendent davantage une intervention de l'Union européenne pour améliorer les choses dans ce domaine.

- Au global, la majorité des citoyens européens interrogés dans cette étude considère que le système de santé de leur pays bénéficie au plus grand nombre, c'est-à-dire à tout le monde ou à une forte majorité de personnes. C'est particulièrement le cas en France (80%), en Suède (75%) et en Allemagne (71%), dans une moindre mesure en Italie (63%) et au Portugal (59%). A l'inverse, la plupart des Polonais et des Grecs considèrent plutôt que leur système de santé ne bénéficie qu'à une minorité de citoyens (69% en Pologne, 67% en Grèce).
- Les mêmes différences s'expriment quant au sentiment de protection par le système de santé national. D'une part, 85% des Français se sentent bien protégés (23% se sentent même « très bien protégés ») et, comme eux, 83% des Allemands ou 73% des Suédois. D'autre part, ce sont là encore les Polonais (35%) et les Grecs (27%) qui ne sont qu'une minorité à se sentir bien protégés.

Logiquement, plus on a le sentiment d'être bien protégé par son système de santé, plus on a l'impression d'être « bien loti » en comparaison avec les autres pays. C'est ainsi que les Français se montrent particulièrement convaincus d'être mieux protégés par leur système de santé qu'ailleurs en Europe (77%, soit le niveau le plus important parmi les sept pays), devant les Allemands (64%). En revanche, certains se montrent nettement plus pessimistes : c'est notamment le cas des Portugais (50% d'entre eux ont le sentiment d'être moins bien protégés qu'ailleurs) et surtout des Polonais (64%) et des Grecs (71%).

- Dans la lignée de ce qui précède, certains citoyens d'Europe de l'Ouest et du Nord se montrent les plus confiants quant à l'avenir de leur système de santé national, mais ce crédit est accordé avec mesure. Ainsi, 62% des Suédois et 58% des Allemands expriment de la confiance dans l'avenir de leur système de santé, contre un peu plus d'un Français (55%) et d'un Italien (54%) sur deux. Les Grecs se montrent en revanche de loin comme les plus pessimistes : 8 sur 10 d'entre eux n'ont pas confiance dans l'avenir de leur système de santé, et 31% se disent même « pas du tout confiants ».
- L'attitude à l'égard de l'Union européenne en matière de santé se trouve clairement affectée par ces différences de considération à l'égard des régimes de santé nationaux. D'un côté, les citoyens qui se montrent plus positifs que les autres à l'égard de leur système de santé (France, Allemagne, Suède, Italie) ont davantage confiance en la capacité d'action de leurs Etats qu'en celle de l'Union européenne. Et c'est précisément l'inverse pour les autres (Polonais, Portugais et Grecs), qui en appelleraient en priorité à l'UE.

De la sorte, quand Suédois et Français se montrent majoritairement attachés à l'indépendance de leur système de santé et souhaitent que chaque pays continue à disposer de son système national comme c'est le cas actuellement (68% dans chacun des deux pays), **les Grecs et les Portugais se montrent les plus favorables à ce que l'Union européenne intervienne davantage pour améliorer la santé dans l'ensemble des pays membres** (69% pour cette option en Grèce, 68% au Portugal).

- Les citoyens européens attendent prioritairement de la part de l'Union européenne des actions en matière d'harmonisation des droits sociaux, ainsi que des directives dans le domaine de la santé, comme des vaccins obligatoires pour tous les Européens, des achats groupés de médicaments au niveau de l'Europe. Notons ici que les Grecs et les Portugais se montrent les plus convaincus de la nécessité de mettre en place une procédure d'harmonisation des droits sociaux (57% en Grèce, 65% au Portugal).

Les Européens expriment une forte préoccupation à l'égard des questions environnementales et souhaiteraient que l'Union européenne intervienne davantage en la matière.

- Les citoyens européens se montrent plutôt satisfaits de la manière dont leurs gouvernements prennent en charge la qualité de l'eau, la prévention et le traitement des épidémies, et la sécurité alimentaire. Ils se montrent moins positifs à propos d'un certain nombre d'autres sujets environnementaux et de santé publique tels que les perturbateurs endocriniens, les ondes, les pesticides ou la préservation de la biodiversité. Cette tendance générale se vérifie dans la plupart des pays de l'étude.

De même, en matière de santé et d'environnement, les citoyens européens se fient généralement à l'action des citoyens et des organisations non gouvernementales, notamment au Portugal, en France et en Pologne. Cette confiance est un peu plus faible envers l'action de l'Union européenne, des pouvoirs publics de leur pays, et plus réduite encore envers les médias et les entreprises. Notons que le niveau de confiance envers la capacité de l'UE à agir en matière de santé et d'environnement est surtout élevé au Portugal (75%) et en Pologne (64%).

- Les préoccupations écologiques et sanitaires sont des sujets qui touchent la majorité des citoyens européens. Ceux-ci se montrent, en effet, particulièrement attentifs à la composition et à l'origine des produits qu'ils achètent, tant au regard de leur santé qu'en matière de protection de l'environnement.

Et, sur ce sujet, les citoyens européens émettent majoritairement, dans l'ensemble des pays, le souhait que l'Union européenne s'implique davantage en matière environnementale. Cette demande de plus forte implication est d'autant plus partagée au Portugal (95%), en Pologne (88%), en Grèce (87%) et en Italie (87%), mais reste supérieure à 70% dans tous les autres pays. Par ailleurs, parmi les domaines d'action jugés les plus importants pour les citoyens européens en matière de protection de l'environnement, c'est la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air qui apparaît d'assez loin comme l'axe prioritaire dans l'ensemble des pays européens. Notons qu'il s'agit d'un domaine un peu moins mis en avant que la moyenne en France et en Allemagne, les attentes en ce qui concerne la lutte contre les pesticides étant en revanche plus prononcées dans ces deux pays qu'ailleurs.

Les citoyens européens expriment également une vigilance accrue en matière de protection des données personnelles et de santé au travail.

- Une majorité de citoyens européens estime nécessaire la collecte de données sur l'état de santé des personnes, afin d'améliorer la qualité des soins et le suivi des patients, et pense très largement que cette pratique devrait s'accroître au cours des prochaines années. Cependant, une partie d'entre eux s'inquiète de l'utilisation qui pourrait être faite de ces données (entre 62% et 72% selon les pays). Les Européens se montrent également partagés sur l'encadrement par la loi de cette utilisation des données, bien qu'ils se déclarent, de manière générale, satisfaits du niveau de protection des données de santé dans leur pays : c'est surtout le cas en France, en Allemagne et en Italie. Notons que seuls 47% des Grecs se déclarent satisfaits dans ce domaine. Néanmoins, des Portugais (90%) jusqu'aux Français (63%), une majorité des citoyens européens s'exprime dans chaque pays pour demander une intervention accrue de l'Union européenne dans ce domaine.

- Dans le champ de la santé, c'est le médecin qui reste de très loin la première personne de confiance en matière d'utilisation des données personnelles : plus de 9 Européens sur 10 se déclarent prêts à partager leurs données de santé personnelles avec leur médecin, et ce quel que soit le pays. Ils seraient en revanche beaucoup plus réticents à les partager avec les pouvoirs publics de leur pays, et davantage encore avec les pouvoirs publics européens ou des entreprises privées offrant des

services de e-santé (les Italiens et les Polonais apparaissent comme un peu moins défiant que les autres à l'égard de ces dernières).

- Par ailleurs, les citoyens européens portent un regard mitigé sur la prise en compte des enjeux de santé et de bien-être au travail : seuls les Italiens ont tendance à estimer que les enjeux de santé au travail sont bien pris en compte, autant au niveau des employeurs, des pouvoirs publics de leur pays que de l'Union européenne. Les Polonais et les Portugais se montrent aussi plutôt positifs en moyenne, sauf en ce qui concerne le regard porté sur l'action des pouvoirs publics de leur pays. Par ailleurs, si les Européens devaient choisir entre plus d'informations ou plus de mesures destinées à améliorer la sécurité des travailleurs, les citoyens de chacun des pays concernés se porteraient vers des dispositifs plus nombreux et plus concrets.

- Notons enfin que, sur chacun de ces points (protection des données de santé, enjeux de santé et de bien-être au travail), les citoyens européens ont tendance à souhaiter un niveau d'implication accru de la part de l'Union européenne, mais avec des niveaux d'intensité variables selon les pays. Ainsi, si Portugais, Italiens et Polonais se montrent très clairement en faveur d'une intervention plus importante de l'UE dans ces différents domaines, Français, Allemands et Suédois s'y montrent également favorables, mais de manière plus nuancée.

Méthodologie

Enquête réalisée en ligne du 27 février au 8 mars 2019. Echantillon de 7.056 Européens, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus en France (1.000), en Allemagne (1.012), en Grèce (1.002), en Italie (1.027), en Pologne (1.012), au Portugal (1.003) et en Suède (1.000).

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle/revenus et région de l'interviewé(e).

A propos de la Mutualité Française

Présidée par Thierry Beaudet, la Mutualité Française fédère la quasi-totalité des mutuelles en France. Elle représente 650 mutuelles dans toute leur diversité : des complémentaires santé qui remboursent les dépenses des patients, mais aussi des établissements hospitaliers, des services dédiés à la petite enfance et des crèches, des centres dentaires, des centres spécialisés en audition et optique, des structures et services tournés vers les personnes en situation de handicap ou les personnes âgées...

Les mutuelles interviennent comme premier financeur des dépenses de santé après la Sécurité sociale. Avec leurs 2.600 services de soins et d'accompagnement, elles jouent un rôle majeur pour l'accès aux soins, dans les territoires, à un tarif maîtrisé. Elles sont aussi le 1^{er} acteur privé de prévention santé avec plus de 7.000 actions déployées chaque année dans toutes les régions.

Plus d'un Français sur deux est protégé par une mutuelle, soit 35 millions de personnes.

Les mutuelles sont des sociétés de personnes à but non lucratif : elles ne versent pas de dividendes et l'intégralité de leurs bénéfices est investie en faveur de leurs adhérents. Régies par le Code la Mutualité, elles ne pratiquent pas la sélection des risques.

Présidées par des militants mutualistes élus, les mutuelles représentent également un mouvement social et démocratique, engagé en faveur de l'accès aux soins du plus grand nombre.

Contact presse

Constance BAUDRY

06 85 29 82 22 / constance.baudry@mutualite.fr

Photos de la Mutualité Française
disponibles sur



A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

